

JOURNAL DU LOT

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, AGRICOLE ET COMMERCIAL
Paraissant les Lundi, Mercredi, Vendredi et Samedi

BUREAUX

A CAHORS, IMPRIMERIE DE A. LAYTOU, RUE DU LYCÉE.

ABONNEMENTS

LES ABONNEMENTS datent des 1^{er} et 16 de chaque mois et se paient d'avance.

LOT ET DÉPARTEMENTS LIMITROPHES
Trois mois..... 5 fr.
Six mois..... 9 fr.
Un an..... 16 fr.

AUTRES DÉPARTEMENTS
Trois mois 6 fr., Six mois 11 fr., Un an 20 fr.

Envoyer avec la demande d'abonnement un bon de poste.

INSERTIONS

LES INSERTIONS sont reçues au Bureau du Journal du Lot et se paient d'avance

Annonces..... 25 c. la lig
Réclames..... 50 c.

M. Havas, rue J.-J. Rousseau, 3
M. Lafitte et Co, place de la Bourse 8, sont seuls chargés, à Paris de recevoir les annonces pour le Journal du Lot

L'acceptation du 1^{er} numéro qui suit un abonnement fini est considérée comme un réabonnement. Avis de renvoyer ce numéro, quand on voudra se désabonner

Le Journal du Lot et le Courrier du Lot sont désignés, pendant l'année 1870, pour la publication simultanée et in extenso des Annonces judiciaires et Légales de l'arrondissement de Cahors et, par extrait, des Annonces Judiciaires et Légales des arrondissements de Figeac et de Gourdon.

Chemin de fer d'Orléans. — Service d'Été.

DE CAHORS A LIBOS.				DE LIBOS A CAHORS.				Prix des places.				DE CAHORS A MONTAUBAN & VICE-VERSA				DE CAHORS A PARIS									
tab. 1	Ombibus mixte	Poste mixte	Ombibus mixte	tab. 2	Poste mixte	Ombibus mixte	Ombibus mixte	de Cahors à :	1 ^{re} cl.	2 ^e cl.	3 ^e cl.	LIBOS.	Arrivées de Cahors (Voir tableau 1)	Départs.	8h41	9h26	5h19	LIBOS.	Arrivées de Cahors (Voir tableau 1)	Départs.	8h41	9h26	5h19		
Cahors. — Départ.....	6h	12h25	5h40	Monsempron-Libos. — Départ.	9h30	5h25	7h55	Libos.....	8.80f	4.35f	3.20f	AGEN.	Arr.	9h39	10h28	6h44	PÉRIGUEUX.	Arr.	11h56	5h42	11h25	11h25	6h40	min	
Mercuès.....	6 18	12 47	5 56	Fumel.....	9 37	5 37	8 2	Villeneuve-sur-Lot.....	8.60	6.45	4.75	MONTAUBAN	Arr.	4 33	12 43	9 3	LIMOGES.	Arr.	4 31	8 21	2 27	2 27	8 30	2 38	
Parnac.....	6 33	1 7	6 9	Duravel.....	9 54	6 03	8 24	Bordeaux.....	20.80	18.35	12.20	AGEN.	Dép.	12 13	3 05	7 57	ORLÉANS.	Arr.	mit 43	2 38	10 21	10 21	2 16	10 40	
Luzech.....	6 43	1 20	6 1	Puy-l'Évêque.....	10 3	6 17	8 30	Agen.....	10.65	8.	5.85	LIBOS.	Arr.	1 36	5 11	10 6	PARIS	Arr.	mit 55	2 16	10 40	10 40	4 39	2 59	
Castelfranc.....	7 2	1 43	6 36	Castelfranc.....	10 17	6 41	8 48	Montauban.....	41.	8.	6.	AGEN.	Dép.	2	6 10	»	PARIS	Dép.	3 50	4 39	2 59	2 59	7 45	»	
Puy-l'Évêque.....	7 17	2 1	6 49	Luzech.....	10 29	7	9 2	Toulouse.....	16.70	12.30	9.15	LIBOS.	Départs pour Cahors (Voir tabl. 2)	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Duravel.....	7 32	2 16	6 59	Parnac.....	10 38	7 16	9 13	Aurillac.....	29.30	21.45	15.50	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Fumel.....	7 54	2 42	7 19	Mercuès.....	10 49	7 33	9 25	Paris.....	73.70	55.53	40.55	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»
Monsempron-Libos. — Arrivée.	8 1	2 49	7 26	Cahors. — Arrivée.....	11 5	7 52	9 43	Cette.....	41.35	30.75	22.70	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»	»

Cahors, le 17 Octobre 1870

BULLETIN

Dans son *mémorandum* du 10 octobre, M. de Bismark avait prétendu que les premiers épisodes du siège de Paris démontraient l'impuissance désespérée de la résistance. Nous savons comment nos frères de Paris ont répondu à cette insulte. Ceux qu'on disait incapables de repousser même la ligne de front des troupes investissantes, ont délogé l'ennemi de toutes les positions qu'il occupait depuis trois semaines sur la ceinture de la capitale. Comme l'a dit M. Gambetta, dans sa proclamation aux Tourangeaux, les Prussiens savent maintenant ce que vaut un peuple résolu, qui veut sauver son honneur et ses institutions.

Enfin nous pouvons donc respirer un peu à l'aise !... Enfin, la mauvaise fortune s'est lassée de nous éprouver, et cette fatalité inexorable qui pesait sur notre pauvre pays a fait place à des horizons moins sombres !... Sous l'effet de la grande et heureuse nouvelle, l'espoir et la confiance qui domptent la malchance vont renaître dans tous les cœurs français !...

Que maintenant, la province électrisée par cet exemple magnanime se montre digne d'eux et qu'elle fasse vaillamment son devoir. L'énergie et la résolution nous assureront le triomphe définitif.

Debout, l'armée de la Loire! Debout l'armée de Lyon! Debout, les volontaires et les francs-tireurs! Debout tous les défenseurs de la patrie! L'heure est venue d'agir et de marcher. Il ne s'agit plus de temporiser.

Nous apprenons que le général Bourbaki, arrivé hier à Tours, recevra un commandement important. Ainsi se trouvent démentis de la façon la plus péremptoire, tous les bruits relatifs à de prétendues intrigues bonapartistes dont ce brave général aurait été l'instrument. D'ici à peu de temps, nous espérons que Bourbaki fera parler de lui. Dès aujourd'hui, la république et le pays comptent fermement sur son bras.

Est-il besoin de démentir à ce propos certaines rumeurs qui ont prêté au maréchal Bazaine d'absurdes velléités de restauration napoléonienne ou de dictature militaire? Nous pensons que l'héroïque et brillante défense du maréchal à Metz fait suffisamment justice à ces soupçons. Disons ici que de nouvelles dépêches parvenues cette nuit à Tours, confirment les sorties très meurtrières pour l'ennemi, que le maréchal a faites il y a quelques jours. Les pertes des assiégeants ont été considérables.

En un mot la situation est bonne. Que la province soit promptement organisée et la France est sauvée.

Pour le bulletin politique : A. Laytou.

La défense nationale.

Nous publions avec empressement le plan de défense nationale présenté par un chef

de bataillon. Nous appelons de toutes nos forces l'attention du Gouvernement sur ces judicieux conseils qui impressionneront certainement nos lecteurs :
Les Prussiens ne seraient que 300,000 autour de Paris et 200,000 hommes dans toute la France. De notre côté nous aurions à leur opposer 212,000 hommes de troupes actives, plus 400,000 mobiles, plus 1,600,000 de gardes nationaux sédentaires, sans compter les 175,000 hommes de la classe de 1870 et les 13,000 francs-tireurs déjà formés. Total : 1,800,000 hommes.

Sur ce nombre prenons 375,000 hommes tant dans l'armée active que dans la mobile et formons-en cinq corps d'armée. Chaque corps d'armée aura deux régiments de cavalerie, deux batteries en attendant mieux et les cinq corps réunis formeront la première ligne. Avec un effectif égal au précédent et pris dans la garde nationale sédentaire formons une seconde ligne composée aussi de cinq corps d'armée et n'ayant ni artillerie ni cavalerie, mais simplement des pièces de siège. Si, de deux corps pris, l'un dans la première, l'autre dans la seconde ligne, nous formons une armée, nous aurons cinq armées.

Avec ces cinq armées il s'agit de faire le siège de l'armée qui assiège Paris.

Prenez la première armée recrutée dans les départements au nord de Paris. La première ligne, opérant en avant d'Amiens, cherchera à couvrir avec ses avant-postes Bauvais et Clermont et harcèlera l'ennemi partout. Pour empêcher les incursions des coureurs prussiens on coupera les routes, on bouleversera les chaussées pavées, on fera des abatis d'arbres, on tendra de forts filets de fer en travers des routes et chemins. La deuxième ligne établira un camp retranché à Amiens.

Dans cette position les corps s'organiseront, s'exerceront au fur et à mesure de leur arrivée. En cas d'attaque par des forces supérieures, on se replierait tout en ayant soin d'inquiéter l'ennemi constamment au moyen de divisions manœuvrant sur ses flancs et on se concentrerait dans des positions choisies, sur la Somme par exemple, dont on lui disputerait le passage.

Rouen jouera pour la seconde armée, formée des contingents de la Normandie et de la Bretagne, le même rôle qu'Amiens pour la première. La première ligne de cette armée couvrira Vernon, Evreux et Mantes.

La troisième armée se formera au Mans et enverra sa première ligne vers Dreux, Chartres et Châteaudun.

La quatrième armée, formée des contingents du centre et du sud, aura pour centre Bourges et couvrira Châteaudun, Orléans et Montargis avec sa première ligne.

La cinquième armée composée des contingents de la Bourgogne, de la Franche-Comté et des départements de la rive gauche du Rhône, aura son camp retranché tout fait à Langres et sa première ligne couvrira Neufchâteau.

La première ligne composée de jeunes gens reste toujours au bivouac. La seconde ligne formée de la garde nationale sédentaire sera logée dans les villes qu'elle occupera.

« Voilà donc nos avant-postes placés et journallement aux prises avec les uhlands. Derrière ce rideau arrivent avant huit jours tous les autres corps. Chaque jour on s'exerce, on manœuvre, on travaille.

Après huit jours encore, c'est-à-dire dans deux semaines, notre organisation s'étant consolidée, nous porterons par un mouvement nocturne, simultané, au signal du télégraphe, toutes nos lignes en avant de deux lieues par exemple. Informés par des francs-tireurs des points occupés par l'ennemi dans cette zone, nous dirigerons sur chacun d'eux des forces trois ou quatre fois supérieures aux siennes.

Dans la même nuit Paris, prévenu fera aussi de fortes sorties dans diverses directions, de manière à ce que l'ennemi se trouve partout menacé et ne puisse faire face de tous les côtés à la fois.

S'il fait dès le jour des retours offensifs, on lui cédera le terrain, on reculera, on l'attirera même en arrière et s'il donne dans le piège, les forces latérales se jetteront dans ses flancs et sur les derrières.

D'ailleurs en quarante-huit heures, grâce aux chemins de fer, nous pouvons porter une armée active avec armes et bagages d'Amiens, à Langres et Belfort en passant par nos cinq centres d'opération.

L'armée qui monte la garde à Metz sera obligée de renoncer à sa faction si l'armée d'Amiens, poussant sur Reims et Châlons faiblement gardés, vient sur Chaumont vers une partie de la cinquième armée de siège qui lui tendra la main.

Tel est ce plan qui, tout en étant précis, nous permettrait, suivant les circonstances, de nous déployer en francs-tireurs ou de marcher en masse.

Un chef de bataillon.

La délivrance de Bazaine

On lit dans la France :

Bourges, 9 octobre.

Monsieur le Directeur,

Je m'adresse à votre patriotisme, en vous priant de donner l'hospitalité aux quelques lignes suivantes :

En ce moment, il est une question qui domine toutes les autres, c'est celle de la défense nationale. C'est que le salut de la France est lié intimement à la délivrance de Bazaine. C'est l'opinion de tous les militaires, c'est la conviction que suggèrent à chacun les indications du simple bon sens. A Metz, en effet, se trouvent nos meilleurs généraux, nos meilleures troupes.

Conçoit-on ce que deviendrait l'armée du roi Guillaume, placée entre Paris inexpugnable et Bazaine renforcé de 100,000 hommes ! Il n'est pas besoin d'être stratège pour prévoir les conséquences de cette situation.

Que faut-il cependant pour dégager Bazaine ? Simple : se servir des volontaires et des mobiles dont on paraît ne pas trouver l'emploi ? S'agit-il de courir avec ces jeunes troupes les chances d'une bataille rangée ? Non, sans doute, car nous n'avons pas d'artillerie. Mais il est possible d'en réunir 100,000 au moins et de faire une trouée avec cette masse compacte.

Sommes-nous donc dégénérés, que nous hésitions à tenter ce coup d'audace avec nos jeunes soldats ? Qu'ils combattent la nuit, si c'est nécessaire ; mais surtout qu'ils soient commandés par des chefs jeunes et énergiques.

Plus d'indécision, car le temps presse. Les Prussiens publient partout que Metz est encore approvisionné pour deux mois ; donc il est à toute extrémité, et cette nouvelle, qu'ils répandent dans leurs journaux, n'a qu'un but, c'est d'endormir notre vigilance. Cette vérité aveugle tout le monde, excepté nos gouvernants. Feront-ils donc de Metz ce qu'ils ont fait de Strasbourg ?

L'abandon de Bazaine sera pour la France une honte plus grande que celle de Sedan. L'histoire dira qu'une population de quarante millions d'habitants, non épuisée, n'a pas trouvé l'énergie suffisante pour secourir la seule armée et le seul général qui puissent relever sa fortune.

S'il avait l'honneur de disposer d'un journal, je n'écrirais pas autre chose sur la première page, que ces mots tracés, à l'encre rouge et en gros caractères.

Abandonner l'armée de Metz, C'est abandonner la France.

UN OFFICIER.

La Légion Espagnole.

On sait que les républicains d'Espagne, sous auspices des deux députés Orense et Garrido, ont pris l'initiative de la formation d'une légion espagnole destinée à porter secours à la République française. Voici quelques passages de la proclamation que M. Orense a adressée à ce propos à ses amis politiques :

«... Quand les gouvernements se refusent à faire ce qui est patriotique et nécessaire, les peuples doivent le faire d'eux-mêmes, s'ils sont ou veulent être libres.

Aussi, mon opinion est-elle que nous devons nous liguier avec les Français pour combattre le césarisme prussien.

Notre gouvernement ne permettra pas, il est vrai, que nous nous organisions ici ; mais sans violer la Constitution, il ne peut pas nous empêcher de gagner isolément la France. Pour éviter tout obstacle, pour ne pas éveiller le soupçon et la défiance, nous ne nous arrêterons pas à la frontière. La frontière franchie, nous gagnerons l'intérieur. Les volontaires italiens groupés autour de Garibaldi, les espagnols, les portugais, les belges et ceux des autres nations de race latine formeront tous ensemble un noyau de défenseurs des Etats-Unis d'Europe, idée qui a été proclamée à Londres pour la première fois, il y a vingt ans par mes amis Ledru-Rollin, Mazzini et Kossuth

En 1848, après les tentatives malheureuses qui furent faites dans ce pays, à Madrid, à Séville, en Catalogne et en Aragon, dans le but de seconder la révolution du 24 février, beaucoup d'entre nous se réfugièrent en France. Partons aujourd'hui en plus grand nombre. A ceux à qui manqueraient les ressources nécessaires pour effectuer ce voyage, les comités républicains et les patriotes fourniront des secours.

Une fois en France, le sort des Français sera le nôtre : par là nous prouverons que l'Espagne unit ses destinées à celles de la glorieuse République, qui vient pour la troisième

sième fois d'être proclamée de l'autre côté des Pyrénées.

Les Arabes.

Les Arabes, nous assure-t-on ; demandent à mettre leurs yatagans au service de notre cause ; quand on songe de quel prix peut être à cette heure l'appui de ces terribles et insaisissables combattants, on n'a qu'une anxiété, c'est que cette offre inespérée ne fixe pas comme il convient l'attention de qui de droit. Une chose est certaine : si les Prussiens disposaient de ce puissant moyen d'action, il y a longtemps que nous en ressentirions les effets. Pourquoi donc, puisque nous le pouvons, ne pas tourner contre nos ennemis un système de guerre qui nous fut si redoutable quand il concourait contre nous ? Il ne s'agit plus ici d'une de ces utopies courantes qui ne se recommandent que de leur bonne intention ; sans parler des garanties que donnent la situation et les connaissances techniques de l'auteur du projet, il est hors de question qu'il est pratique, de réalisation immédiate, que les éléments en sont prêts, le gouvernement de l'Algérie l'affirme. Si le recrutement à l'aide d'une souscription devait entraîner des longueurs et qu'une somme de vingt millions pût, comme il est de fait, contribuer dans une large mesure au salut de la France, il serait regrettable que ceux qui disposent de l'emploi des valeurs publiques ne fissent pas sans délai ce sacrifice relativement léger.

BULLETIN OFFICIEL DE LA GUERRE

On dit que M. Gambetta a emporté un plan de campagne concerté avec MM. Trochu et Leflo et tous les membres du gouvernement de la défense nationale. On conçoit qu'il était indispensable de s'entendre d'avance sur les moyens de combiner le plus heureusement possible les efforts des armées de la province avec ceux de l'armée de Paris. Grâce au départ de M. Gambetta, toutes ces armées pourront agir ensemble et dans un but commun.

On nous envoie de Bruxelles le texte complet d'une dépêche prussienne que l'agence Havas nous avait seulement donnée en partie. Elle est assez importante pour que nous la reproduisions :

Berlin, 6 octobre, 11 h. du m.
» Une grande partie de l'artillerie de siège allemande est arrivée devant Paris.

» L'attaque est différée jusqu'à ce qu'elle puisse être commencée avec une force écrasante, ce qui pourra avoir lieu dans quelques jours.

» Le quartier général du roi sera transféré à Versailles.

Dans une autre dépêche, le quartier général prussien déclare que ses batteries sont en position non-seulement de battre les forts, mais d'atteindre la ville elle-même.

Enfin, les journaux de Berlin laissent entendre qu'une attaque formidable sera tentée

pour tâcher de faire coïncider la chute de Paris avec l'anniversaire de la bataille de Leipzig (18 octobre).

Les Prussiens à Orléans

Nous empruntons à la Liberté les détails suivants, dont nous lui laissons toute la responsabilité :

Blois, 13 octobre, 11 h. s. On m'assure que M. Bazin, inspecteur du chemin de fer d'Orléans, est allé jusqu'à Orléans, et a constaté que la gare n'avait pas été incendiée.

C'est ce qui fait courir le bruit que les Prussiens ont évacué Orléans.

Ils n'ont eu ni à l'évacuer ni à l'occuper : ils gardent les positions qu'ils ont jugé à propos de prendre. La ville est entre leurs mains, en leur pouvoir ; elle leur est livrée à discrétion. Militairement, ils ont préféré entourer Orléans plutôt que de l'occuper, à proprement parler.

Les détails de la déroute d'Arthenay et Orléans sont de telle nature qu'un patriote ne peut et ne doit les raconter.

Seuls, les gardes mobiles, les francs-tireurs et les zouaves pontificaux se sont bravement battus. Ces derniers surtout se sont littéralement fait écharper.

Où, il faut qu'on le sache, ces zouaves pontificaux, qu'on a accablé de tant d'injures, se sont montrés si vaillants, et les mobiles ont fait preuve de tant de solidité que nous aurions gagné la victoire sans... le défaut d'entente des chefs civils et militaires.

Le général commandant une brigade d'Orléans ne voulait pas marcher sur l'ennemi dès le matin, attendant pour agir d'importants renforts d'artillerie. Mais le général eut à subir la pression du préfet, du conseil municipal et celle du délégué du gouvernement. De là discussions et contestations ; de là trouble et désordre... et pour conclusion la défaite !

A Arthenay et devant Orléans, nous étions bien 45,000 hommes.

Les Prussiens étaient, non pas 45,000, mais 50,000, troupe détachée de l'armée du prince royal.

C'est un Bavaurois, le général de Tann, qui les commandait.

Des environs d'Orléans, 13 oct.

Quelques mots à la hâte. Je vais faire porter ma lettre par un express à la station...

L'intervention de Mgr Dupanloup auprès de l'ennemi a sauvé Orléans du pillage et des violences les plus abominables auxquels les soldats prussiens se préparaient avec l'autorisation des officiers supérieurs.

Il faut que M. Gambetta fasse d'ici à trois jours reprendre Orléans aux Prussiens ; il le faut ! Orléans est la tête de plusieurs lignes de communication avec diverses parties de la France. Puis, la prise d'Orléans par les Prussiens a impressionné terriblement les populations... Encore une fois, Orléans doit être conquis sur l'ennemi, coûte que coûte...

Les Prussiens sentent l'importance de leur capture ; aussi sèment-ils la terreur autour d'eux. De Voves jusqu'au delà de l'endroit où je me suis blotti, tous les villages sont dévastés ou incendiés.

Plus de trois cents paysans ont été fusillés. On dit que le comte de la Périère, commandant un bataillon de mobiles, a été percé de trois balles traîtreusement par les Prussiens qui, à son approche, avaient levé la crosse en l'air.

Les Prussiens se promettent d'être à Tours dans huit jours. Que M. Gambetta envoie vite toute l'armée de la Loire à Orléans. La délivrance d'Orléans, dans les circonstances actuelles, équivaudrait à une immense victoire, et, grâce à l'effet qu'elle produirait sur l'esprit des populations, elle assurerait le salut de la France par l'énergie des départements.

On écrit de Tours, 13 octobre à la Gironde :

La déroute d'Orléans a continué hier. Nos troupes se sont repliées définitivement sur la rive gauche de la Loire. Orléans est occupé par l'ennemi.

Malgré la valeur déployée par les zouaves pontificaux, qui se sont fait hâcher derrière les barricades des faubourgs ; malgré le courage des mobiles, le général de La Motte-Rouge n'a point su tenir son poste ; il est révoqué, remplacé par le général d'Arnelles de Paladine, et l'on dit même qu'il passera devant un conseil de guerre.

Tours, le 13 octobre. En apprenant que 14,000 hommes de troupes partis hier pour Orléans étaient revenus à Tours dans la soirée, le ministre de l'intérieur a immédiatement prescrit une enquête, afin de faire justice de toute faute ou faiblesse qui aurait été commise.

Préfecture d'Indre-et-Loire.

Il résulte des renseignements fournis que la troupe dont il s'agit, formée de détachements de différents régiments, était dirigée d'après des ordres antérieurs sur un corps en formation à Bourges ; mais que, dans l'impossibilité de gagner Orléans par suite de l'interception soudaine des communications, elle a dû faire retour sur Tours d'où elle est partie ce matin même pour sa destination, par Vierzon.

Tours, le 12 octobre.

Le Préfet d'Indre-et-Loire, DUREL.

Tours, 14 octobre. Les informations de Metz disent que quatre régiments de cavalerie, 26 bataillons et 14 régiments prussiens ont été abimés par le fort Bellecroix.

Bazine paraît libre de ses mouvements sur Thionville.

Le maréchal Canrobert a repoussé l'ennemi sur la rive gauche de la Moselle.

D'après l'International, le maréchal Canrobert aurait été blessé à la hanche.

Bourbaki est arrivé. On lui a fait une ovation.

M. Crémieux a fait une visite à Bourbaki.

Tours, 15 octobre, 8 h. 30' matin.

Bezanson, 14 soir. — Garibaldi, arrivé dans dans la matinée, a été arrêté par les autorités civiles et militaires et par une foule immense.

Troyes, 14 au soir. — Un ballon avec cinq sacs de dépêches venant, de Paris, a pris terre près de Troyes. Il était en bon état.

Tours, 15 octobre, 10 heures 40 min. du matin.

Une lettre de Paris du 11 octobre dit que de nombreux mouvements de troupes prussiennes se font dans la direction du Sud. Par précaution des gardes mobiles sont envoyés de ce côté. Des troupes sont envoyées aussi sur les autres points.

Le conseil de guerre a jugé aujourd'hui les déserteurs de Châtillon. Cinq ont été condamnés à mort. La séance a continué hier soir.

Il est inexact que les bataillons de Gustave Flourens vont faire une nouvelle manifestation pour la Commune. Plusieurs bataillons de la garde nationale sont allés place de l'Hôtel-de-Ville.

On assure que l'état-major de la garde nationale est décidé à ne plus tolérer la réunion des cinq bataillons en une légion sous les ordres de Flourens.

Aucun ballon n'est parti ce matin, le vent n'étant pas favorable.

Un convoi de douze voitures chargées de légumes a été pris aux Prussiens du côté de Châtillon.

Le général Burnside est reparti hier pour le quartier général prussien. On dit qu'il reviendra On croit plus que jamais qu'il y a des pourparlers officieux. Mais le peuple de Paris est énergiquement opposé à toute paix basée sur une cession de territoire ou l'humiliation de la nation.

Un décret du gouvernement ordonne de fonder l'argenterie de la liste civile pour la convertir en monnaie.

La fabrication des canons de très-fort calibre est activement poussée. On en fait qui portent à 9,000 mètres.

Une vive impatience règne. Elle est causée par l'inactivité des Prussiens. On leur prépare une attaque formidable.

La rente est à 53 15 ; l'emprunt à 55 ; l'Italien à 50 75 ; le Crédit foncier à 850.

Tours, 15 oct. 1870, 4 h. soir.

Le Ministre de l'Intérieur, à Préfets et Sous-Préfets.

Circulaire.

Excellentes nouvelles de Paris, datées du 12 : Peuple maintient ordre et s'impose avec joie des privations pour ménager bétail sur pied. Garde nationale, sur sa demande. A fait des sorties, délogé ennemi de toutes positions occupées depuis trois semaines ; tout le périmètre se trouve ainsi dégagé.

Dans direction Rouen, ennemi occupé Gisors, Magny a attaqué nos avant-postes, à Ecoins, dans rencontre de cavalerie avons eu trois tués, six blessés, avons conservé nos positions.

Quelques coups de fusils, échangés près Fleury-sur-Andelle, hier, autour de la Ferté-St-Aubin, fortes reconnaissances. Ennemi repoussé, après engagement sans gravité.

Châteaudun, tranquille. Rien de nouveau des Vosges.

Le 13, dans forêt Fontainebleau, francs tireurs ont mis en déroute et poursuivi jusque Melun des cavaliers Wurtembergeois. Garnison ennemie évacua précipitamment cette ville.

Voici une dépêche datée de Chaumont 14 h. matin, parvenue à l'instant. — Kératry, à gouvernement Tours : Parti hier de Paris, 10 heures matin, par ballon, tombé à Brillion 9 kil., de Bar-le-Duc, échappé à poursuite ennemie, blessé légèrement, jambe et tête par chute vertigineuse.

Très-beau combat le 13, jeudi, à Bagneux et Châtillon d'où ennemi délogé pendant notre reconnaissance, subi pertes considérables. Mobile, Côte-d'or et Aube très-distinguée. Commandant, Aude, de Dampierre, tué glorieusement ; batteries prussiennes démontées.

Nos troupes rentrées dans leurs lignes le soir avec ordre magnifique selon plan concerté. Marins fort Montrouge, en couvrant la retraite canons des trois forts, Montrouge, Vanvres, Issy eurent un tir admirable. Château St-Cloud brûlé. Paris aussi patriotique et plus résolu que jamais.

Revue enthousiaste garde nationale par Gouverneur acclamé.

On assure que M. de Kératry viendra à Tours.

Tours, le 15 octobre, 10 h. 30 m. du soir.

Une circulaire adressée aux délégués étrangers le 8 octobre, réfutant les arguments de M. de Bismark, établit par des preuves historiques, que la France libérale, n'ayant aucune velléité de conquête, n'a jamais combattu l'unité et la liberté de l'Allemagne.

Une autre circulaire du 10 octobre dit que les prétentions prussiennes démontrent que la Prusse veut réellement réduire la France au rang de puissance de second ordre.

Un décret du 14 octobre est ainsi conçu : « Sera traduit devant un conseil de guerre tout chef de corps ou détachement qui se sera laissé surprendre par l'ennemi, ou qui se sera engagé sur un point où on ne soupçonnait pas la présence de l'ennemi. »

Chronique locale

Les engagements volontaires des gardes nationaux mobiles, pour l'armée, sont suspendus jusqu'à nouvel ordre.

Il est rappelé qu'on ne peut s'engager dans un régiment de zouaves et de cavalerie qu'après avoir servi pendant un an, au moins.

Une mesure réclamée depuis longtemps vient d'être accomplie : la direction générale des postes est réunie à celle des télégraphes. C'est M. Steenackers qui est directeur général, et M. Legoff secrétaire de la direction. Tout le monde applaudira au choix du gouvernement, qui s'est porté sur deux hommes dont l'intelligence et le zèle sont justement appréciés.

D'après la Liberté, un décret en préparation décidera qu'à l'avenir les tribunaux de commerce seront élus par tous les commerçants et non plus seulement par les notables.

A Léon Gambetta.

Le Conseil municipal de la ville de Cahors.

Cher compatriote,

Plein d'enthousiasme pour le suprême dévouement avec lequel vous veillez au salut de notre chère Patrie, le Conseil municipal de votre ville natale vous adresse l'expression unanime de sa reconnaissance.

Puissiez-vous à l'avenir échapper comme vous venez de le faire, aux périls qui vous entourent dans l'accomplissement de votre glorieuse mission et conjurer bientôt les dangers qui menacent la patrie.

L'élan et l'enthousiasme dont vous donnez le sublime exemple enflamment tous les cœurs, exaltent tous les cœurs.

Vous nous rendez la confiance en nous mêmes et la foi dans nos destinées.

Non, tant que la France aura des hommes comme Gambetta, son génie ne sera pas voilé pour longtemps et la grande Nation ne laissera pas prendre sa place dans le monde.

Honneur à lui ! Délibéré en l'hôtel de ville, le 13 octobre 1870.

Suivent les signatures.

Nous venons de voir défiler le 3^e bataillon des mobiles du Lot. L'attitude de ces jeunes gens est superbe. Ils marchent comme de vieux soldats et combattront de même, nous en sommes certains.

On nous adresse la lettre suivante :

Montfaucon-du-Lot, 11 octobre 1870.

Monsieur le rédacteur,

Quelques âmes candides, même parmi nous on Querzy, s'étonnent, et peut-être trouvent mauvais, que M. Crémieux n'ait point donné raison aux délégués venus à Tours pour demander l'enrôlement des séminaristes, des curés, voire même des évêques ; et il n'y a là pourtant absolument rien qui doive nous surprendre en France. Examinons la chose d'un peu près et voyons.

Tous ces échos vus de Toulouse, Dijon, Marseille, Nantes, Lyon, etc., apportant et répandant partout autour de nous je ne sais quels bruits de chaînes dont on voudrait lier et étouffer la liberté de conscience, ne pouvaient bonnement pas être accueillis, encore moins agréés et encouragés, par un gouvernement républicain. Du reste, on en conviendrait aisément, en enrôlant, sous prétexte de patriotisme, séminaristes, curés et évêques, on ne ferait en définitive que priver le plus grand nombre des familles françaises de leurs vifs consolateurs, et enlever aux orphelins et aux vieillards leurs meilleurs soutiens. Tout esprit droit est avec nous là-dessus, même aux époques les plus orageuses de notre histoire.

Rappelons-nous qu'un grand patriote, le général de La Fayette, dès 1791, protestait de toute l'énergie de son éloquence convaincue autant que généreuse, contre de semblables demandes, au club des Théâtres à Paris, où cet illustre chef du parti libéral en France défendit la liberté religieuse des prêtres, au risque de sa vie, et de sa popularité qui lui était mille fois plus chère que sa vie. Plusieurs de nos contemporains savent avec quelle vigueur ce noble caractère protesta encore en 1830, contre les mêmes tendances uniquement inspirées par des haines et des rancunes vraiment surannées. Ils peuvent attester que pour lui et ses amis une pareille persécution était non-seulement odieuse et cruelle, mais encore de mauvais goût.

C'est que, pour tout homme de cœur et d'esprit, Monsieur le rédacteur, le rôle du prêtre et celui du soldat sont et demeurent, quoique identiques, et par cela même qu'ils se trouvent identiques, parfaitement et absolument distincts, séparés, incompatibles même.

« Je ne sais, Messieurs, disait avec son éloquence incomparable Donoso Cortés du haut de la tribune, si votre attention a été frappée comme la mienne par la ressemblance, par la presque identité entre deux personnes qui paraissent les plus distinctes et les plus contraires, je veux dire entre le prêtre et le soldat. « Ni l'un ni l'autre ne vit pour sa famille ; ni l'un ni l'autre ne vit pour soi ; pour l'un et pour l'autre la gloire est dans l'abnégation, dans le sacrifice. La charge du soldat est de veiller à l'indépendance de la société civile ; la charge du prêtre est de veiller à l'indépendance de la société religieuse. Le devoir du prêtre est de mourir, de donner sa vie comme le bon Pasteur pour ses brebis. « Le devoir du soldat est de donner, comme un

bon frère, sa vie pour ses frères. Si vous con sidérez l'aspect de la vie du prêtre, le sacer doce vous paraîtra, et il l'est, en effet, une véritable milice. Si vous considérez la sainteté du ministère du soldat, la milice vous paraîtra comme un véritable sacerdoce. Que devien draient le monde, la civilisation, l'Europe, s'il n'y avait ni prêtre ni soldat ? — Notre illustre Canrobert me disait dans une circonstance que je n'oublierai jamais : « Oui ! le prêtre et le soldat suivent deux parallèles. » Ils ne doivent donc pas être confondus ni se confondre ensemble.

Je regrette pour ma part l'animosité étourdie de M. Armand Duportal. Sa belle intelligence et son cœur haut placé devraient l'élever bien au-dessus des aspirations haineuses de l'Emancipation de Toulouse, bien loin de les alimenter et de les appuyer. Nul de nous n'a pu oublier les excitations coupables que se permettait contre nous ce journal (en 1848 le 22 septembre) quand il s'écriait : « Travailleurs, n'ayons plus qu'un adversaire, et tenons-nous en garde » contre les bénéficiaires de l'aristocratie nou velle : Le prêtre et le capital. Il est, il me semble, du corps social comme du corps humain ; chaque membre à sa place, voilà l'harmonie ; point de luxation ni de dislocation, et nous serons exempts de douleurs ; chaque partie fonctionnera de son mieux et la santé la plus parfaite régnera dans l'ensemble ! Veuillez agréer M. le Rédacteur, la nouvelle assurance de mes sentiments distingués.

M. l'abbé Augustin SERRES, prêtre, professeur à Montfaucon-du-Lot.

Un de nos compatriotes a adressé au Messager de Toulouse la lettre suivante

Monsieur le Rédacteur.

On lit tous les jours dans vos colonnes que tel ou tel officier, dont vous citez le nom, n'a pas voulu signer la honteuse capitulation de Sedan et n'a pas hésité à suivre ses soldats en captivité.

La déduction naturelle que certains de vos lecteurs pourraient tirer de ces lignes, est d'accuser les officiers qui sont rentrés en France, d'avoir apposé leur signature à cet acte, et d'avoir abandonné leur troupe.

Voilà deux erreurs qu'il importe de ne pas laisser propager. Faisant partie moi-même de cette seconde catégorie, je vous serais reconnaissant, Monsieur le rédacteur, de vouloir bien, dans l'intérêt de la vérité, donner une place aux affirmations suivantes :

1° Le général en chef, seul, a signé la capitulation ;

2° Aucun officier n'a été consulté ;

3° Toute l'armée a été déclarée prisonnière de guerre ;

4° Une des clauses de la capitulation déclarait formellement, que les officiers seraient séparés de la troupe ;

5° Une autre clause, nous laissait la faculté de rentrer en France, eu qualité de prisonniers sur parole.

Ceux qui sont restés entre les mains de l'ennemi ont protesté, c'était leur droit, contre la capitulation que nous déplorons tous. Ceux qui sont rentrés en France ont pensé qu'une protestation ne réparait pas le désastre ; et qu'en restant dans les limites de leur parole, ils pourraient encore rendre des services à leur pays, soit dans les dépôts, soit en Algérie, soit en reprenant les armes, s'il se présentait un nouvel ennemi à combattre.

Devant ces explications la presse pourrait, ce me semble, tout en donnant les noms des officiers actuellement prisonniers en Prusse, éviter des récriminations injurieuses pour ceux qui reviennent mettre leur épée au service de la patrie.

Veuillez agréer, etc.

E. G., officier d'infanterie.

Dernières nouvelles

Grandmont, 16 octobre 1870.

Dépêche privée.

Les rues de Vierzon sont encombrées de soldats de toute armes, 25 à 30,000 hommes ; il en arrivait hier toutes les 1/2 heures, tandis que d'autres partaient dans la direction d'Orléans ; nos trains vont jusqu'à Lamothé seulement. Nous avons à peu près 120,000 hommes entre Vierzon et La Ferté, et c'est là aussi où il devait y avoir une grande bataille aujourd'hui.

A Orléans, il y a eu 5 ou 6 maisons incendiées par les bombes dans le faubourg Bannier. L'hôtel St-Aignan n'a pas été incendié comme on nous l'avait annoncé.

Pour tous les extraits et articles non signés, A. Layton

LIBRAIRIE UNIVERSELLE CALMETTE A CAHORS. THÉORIE du Garde national sédentaire et mobile, contenant la manœuvre du fusil Chassepot, du fusil à Tabatière, et à Piston. 4 fort volume in-32 cartonné. 75 c. Le même ouvrage par la poste (franco). 90 c. PLAN DES FORTIFICATIONS DE PARIS AVEC FEUX CROISÉS. 75 C. ATLAS DE LA DÉFENSE NATIONALE Cartes des dix-sept départements envahis et menacés par les Prussiens. 5. LIVRES CLASSIQUES POUR L'ANNÉE 1870-71.

POUR 12 FRANCS

LE MIDI PITTORESQUE, admirable publication, des plus curieuses, et des plus intéressantes, vrai monument de nos provinces méridionales, composé sur les lieux mêmes et coûtant seulement 6 fr. 50 centimes donne un

BEAU ET BON CHRONOMÈTRE BREVETÉ ET GARANTI

Cet instrument d'horlogerie, en métal d'aluminium imitant l'or dans la perfection, mais bien supérieur, comme usage et solidité, à cylindre, à boîtier très-épais, à verre double, repassé, réglé à la seconde et tout neuf, est la SEULE MONTRE, qu'il soit avantageux et prudent de porter sur soi à la guerre, à la chasse, en voyage et dans tous les travaux et exercices violents.

Pour recevoir ce CHRONOMÈTRE et le MIDI PITTORESQUE, de suite, franco et à domicile, envoyer 18 fr. 50 en mandat ou en timbres-poste, à l'éditeur, L. G. YEDIE, à Toulouse.

AÉSICATOIRE et PAPIER d'Albespeyres Vésication rapide. Entretien parfait, sans odeur ni douleur. CAPSULES RAQUIN approuvées par l'Académie de médecine, qui a obtenu 100 guérisons sur 100 malades. — Exiger les gnatures ALBESPEYRES et RAQUIN. MAL DE DENTS Guérison instantanée par la SYRÉTHINE LAHAUSSOIS. 1.50 le flacon. Dépôts, à Cahors, chez M. Vinet, pharmacien ; à St-Céré, chez M. Lafoupharmacien.